

Marxisme : le manifeste a cent cinquante ans

Autor(en): **Gavillet, André**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **35 (1998)**

Heft 1329

PDF erstellt am: **26.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1009968>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le Manifeste a cent cinquante ans

Un éditeur du Manifeste du Parti communiste de Karl Marx écrivait en préface en 1962: «cette pensée qui domine, qu'on le veuille ou non, notre temps». En 1998, elle ne domine plus, mais demeure une pensée forte. D'où l'intérêt du 150^e du Manifeste. De surcroît il intéresse la Suisse, qui y est citée.

LES DESCENDANTS, en ligne directe, de l'État radical né en 1848, ces FDP zurichois notamment, porte-parole de la bourgeoisie des banques et des holdings, n'associeront pas Karl Marx à leurs festivités. Pourtant dans *Le Manifeste*, écrit à la fin de 1847 et publié à Londres en février 1848 à la veille de la révolution française de 1848, il leur accorde au nom des communistes un appui déterminé et lucide. «En Suisse, ils (les communistes) appuient les radicaux, sans méconnaître que ce parti se compose d'éléments contradictoires, moitié de démocrates socialistes, dans l'acception française du mot, moitié de bourgeois radicaux». De fait l'évolution des radicaux suisses illustre une des thèses fortes du *Manifeste*, celle du matérialisme historique: les éléments les plus dynamiques de la bourgeoisie financière et industrielle ont la capacité, souvent en s'alliant à des groupes plus conservateurs, de mettre en place les structures politiques qui servent leurs intérêts de classe dirigeante.

Les Suisses à l'avant-garde!

Si la citation du *Manifeste* est bien connue, celle de *Les luttes de classes en France (1848-1850)* l'est moins. Marx resitue dans un contexte économique et européen la révolution française: crise en Angleterre, mauvaises récoltes en 45 et 46, enrichissement éhonté (avec une pointe d'antisémitisme: «La France des Juifs de la Bourse») et poussées nationalistes partout en Europe. Dans ce brassage, les Suisses tiennent pour une fois un rôle d'avant-garde: «Guizot (premier ministre de Louis-Philippe) dans la guerre du Sonderbund helvète s'était mis activement du côté de la Sainte-Alliance. La victoire des libéraux suisses dans ce semblant de guerre redonna de la confiance à l'opposition bourgeoise en France...».

La multiplication des insurrections, en Allemagne, en Hongrie, en Italie mit à mal l'Europe de la Restauration. La Suisse y gagna la non-ingérence dans ses affaires intérieures. Mais par son exemple elle joua un rôle euro-

péen actif. Sera-t-il souligné lors des commémorations?

Relecture du Manifeste

La première description forte de la mondialisation, elle se lit dans le *Manifeste*. Marx ne prophétise pas. Il interprète les premiers grands mouvements du XIX^e: aspiration à créer des États-Nation, des unions douanières, des empires coloniaux. Nous en vivons, après la décolonisation, les derniers actes. Mais la description d'il y a 150 ans colle toujours au sujet. C'est sa vigueur actuelle.

Toutefois le thème central est celui de la paupérisation. Le progrès économique au XIX^e ne crée plus, selon Marx, un escalier social permettant à la classe montante de prendre, à son tour, le pouvoir. Le système conduit à une impasse absolue, une faillite totale. Le réformisme est donc illusoire et seule la collectivisation des moyens de production permettra un changement radical de société.

Le lecteur d'aujourd'hui sait ce qu'ignorait tout lecteur jusqu'à la chute du mur de Berlin: l'échec du modèle collectiviste. Mais il ne peut s'en tirer, intellect et conscience tranquilles, avec cette «leçon de l'histoire». Les pauvres sont toujours là. Moins des travailleurs paupérisés comme au XIX^e (il y en a), que des travailleurs rejetés et marginalisés. En France, ils se sont rappelés au bon souvenir du gouvernement de gauche.

La paupérisation

Si Marx axe sa critique sur les mécanismes de la production, il n'ignore pas pour autant les marginaux de son époque, notamment les ravages de la prostitution. Mais les rejetés étaient de son temps voués à la destruction: la mort suivait la déchéance.

La société d'aujourd'hui rejette, sans oser «condamner à mort». Elle prend en charge, au tarif social le plus bas. Mais ce tarif si chiche est insoutenable dans une société «aux vitrines d'abondance». Comment vivre avec l'équiva-

lent, en francs suisses, de 1000 francs ou moins? Quiconque est placé, par le pouvoir des médias, devant cette question concrète et directe se sent remis en cause dans sa manière (confortable) d'être; c'est une question morale. Mais, si l'on accepte les actes individuels de solidarité, la réponse ne peut être que politique. Dès lors, elle change de niveau: on passe d'un absolu, d'un impératif moral, à des réponses relatives, donc toujours insuffisantes.

Marx se mettait intellectuellement à l'aise par une proposition de changer radicalement les conditions de la société. Il répondait par un absolu, le changement définitif des conditions de production, à une interpellation morale absolue: «Face aux orgies scandaleuses de l'aristocratie financière, c'était la lutte du peuple pour les moyens d'existence les plus élémentaires».

D'où son rejet du socialisme bourgeois qui ne cherche qu'à consolider la société existante: «Dans cette catégorie se rangent les économistes, les philanthropes, les humanitaires, les gens qui s'occupent d'améliorer le sort de la classe ouvrière, d'organiser la bienfaisance, de protéger les animaux, de fonder des sociétés de tempérance, bref les réformateurs en chambre de tout poil».

Pourtant ces réformateurs qui n'étaient pas tous en chambre ont obtenu, par rapport à la société du XIX^e, que les rejetés ne soient pas voués à l'abandon et l'autodestruction. Un pas moral (est-ce provisoirement?) a été franchi. Pourtant son application politique ne cesse d'être remise en cause: elle a un coût élevé, et le système économique déploie ses contraintes de concurrence, d'équilibre budgétaire.

Les réformateurs se battent donc sur deux fronts. Le refus d'abord de considérer comme «naturelles» et inaltérables des formes d'organisation économique qui sont le fait de l'invention humaine, à un moment donné de l'histoire; mais d'autre part sur le terrain, ils tentent d'aménager au mieux les espaces de liberté réservés à la politique. Là il y a des échecs et des réussites; raisons d'espérer ou, du moins, de ne pas désespérer. ag